

L'AMI DE LA RELIGION

DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

12s. 6a. ANNÉE.

“Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas.”

ANNÉE. 12s. 6a.

BUREAU DE REDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

Québec, VENDREDI, 18 Mai 1849.

BUREAU DE REDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

EXTRAITS DES JOURNAUX-FRANÇAIS.

Le dernier numéro du Times de Londres publié sur la situation de l'Italie et l'intervention de la France un article qui mérite d'être reproduit :

Vous ne serez pas du tout étonnés que les conférences des puissances catholiques à Gaète et la crise actuelle dans l'Italie centrale aient abouti à la résolution du gouvernement français d'envoyer à Civita-Vecchia son expédition depuis longtemps projetée. Plusieurs mois se sont écoulés depuis que le général Cavaignac avait envoyé M. de Courcelles à Rome pour offrir l'appui de la république française à Sa Sainteté le Pape. Le détachement rassemblé pour le même objet par le gouvernement de M. Guizot, en 1848, avait été alors sur le point de partir. L'apparition de ce renfort sur la côte d'Italie avant le 24 novembre aurait prévenu les excès déplorables qui ont eu lieu depuis ; mais la fuite du Pape a rendu impossible toute intervention immédiate, et il a semblé que le zèle du général Cavaignac et de ses amis pour la défense du pontife romain participait largement à la nature d'un puff électoral. Lors de l'avènement de Louis-Napoléon à la présidence de la République, on espérait peut-être que la conférence de Bruxelles fournirait quelques moyens de rendre la paix à l'Italie centrale ; à l'aide des forces du gouvernement piémontais sous Gioberti et de celles du roi de Naples.

Cette situation a été bientôt dissipée ; mais lors de la reprise des hostilités par Charles-Albert, le Gouvernement a pensé que l'état de l'opinion publique était trop critique pour lui permettre d'agir ouvertement contre la révolution italienne et de se prononcer contre une cause qui était l'adversaire de l'Autriche. La défaite de l'armée piémontaise a diminué beaucoup les forces dont les gouvernements italiens pouvaient disposer pour réaliser cet objet. L'insurrection de Gènes a prouvé en même temps que ces forces n'avaient jamais été plus nécessaires. La décision du gouvernement français parait avoir été prise d'après cet état de choses. Quelque conséquence que fût cette mesure avec une politique prudente et pacifique, M. Odilon Barrot a été évidemment embarrassé pour la défendre. Les véritables mobiles de la détermination du gouvernement français n'ont pas été ceux que le Gouvernement cru devoir faire connaître à l'Assemblée. Les faits allégués comme raison de l'intervention n'ont pas été présentés avec une exactitude parfaite. Nous n'avons pas la preuve que l'Autriche poursuit les conséquences de sa victoire, du moins hostilement. Elle ne s'est pas prévalu des droits de la guerre vis-à-vis des Etats plus ou moins engagés dans la dernière lutte entre elle et la Sardaigne.

Au contraire, le cabinet de Vienne a refusé l'armistice tel qu'il avait été primitivement signé par le roi Victor-Emmanuel. La demande du cabinet autrichien pour les frais des deux campagnes est inférieure à trois millions sterling. C'est un chiffre bien modique pour une amende après un si grand affront. Il n'est pas vrai, comme l'a dit le général de Lamoricière, que les Autrichiens soient maîtres de Bologne. S'ils avaient formé le projet de marcher sur Florence, nous espérons que la contre-révolution qui vient de s'y opérer, grâce au repentir spontané du peuple, retiendra Léopold dans ses Etats plus efficacement que les baïonnettes étrangères. Nous sommes constamment prononcés contre l'intervention, dans la pensée que ces républiques s'échiraient sous le poids de leur incapacité et de leur corruption. Nous soupçonnons que le gouvernement français a encore laissé glisser l'occasion qui seule rendait une telle intervention désirable. Il n'est pas du tout improbable qu'avant l'arrivée de l'expédition française à Civita-Vecchia la misérable usurpation de M. Mazzini sera tombée en pièces ; dans ce cas, le général Oudinot n'aurait pas d'exercice suffisant pour l'occupation d'un point des Etats du Pape.

Il faut espérer, qu'en dépit de l'absurdité de la déclamation de l'Assemblée nationale française, le gouvernement de Louis-Napoléon reconstruira que dans cette question la France n'a pas d'intérêts en opposition

avec les vœux du gouvernement actuel de l'Autriche. La cause que ces deux gouvernements ont prise en mains est évidemment la même. La meilleure garantie de l'exécution de ce devoir, dans un esprit de modération et de paix, est le concours des deux seuls grands Etats entre qui la prolongation des troubles de l'Italie pourrait avoir donné lieu à des sentiments plus hostiles. On ne saurait raisonnablement ni justement suspecter la République française d'avoir aucune intention de retabir les abus de l'ancien gouvernement ecclésiastique du Pape. Nous ne doutons pas que les auxiliaires français de Pie IX ne désirent sincèrement donner à ses sujets les bienfaits de cette Constitution qu'ils ont si follement et si méchamment méconnue. Il n'est pas non plus à supposer que l'intervention de l'Autriche sous les gouvernements actuels tende à restaurer les débris de la politique du prince de Metternich.

Le véritable désir de l'Autriche et de la France ne peut être que de rendre l'épreuve de la liberté constitutionnelle possible en Italie, en donnant aux gouvernements cette force de résister à l'absurdité et à l'extravagance de la populace et de ses démagogues que leurs propres troupes et l'énergie des classes moyennes ne leur ont malheureusement pas donnés jusqu'à ce jour. Les républiques de Rome et de Florence et la dernière tentative de gouvernement de la populace à Gènes ont, nous l'espérons, suffisamment éclairé le monde sur l'utilité et la capacité politiques du peuple italien. Pendant nombre de siècles, c'est à peine s'il s'est trouvé jamais une partie du monde qui ait vécu sous l'empire d'une anarchie aussi effrayante et dans une absence aussi complète de sécurité que l'ont fait depuis novembre dernier la Toscane et les Etats Romains ! Des conspirateurs qui avaient blanchi dans la préparation de plans à l'étranger pour l'émancipation de l'Italie et la régénération du monde, ont été brusquement mis à la tâche du gouvernement pratique. Pas un d'eux n'a pu tirer un sou de revenu d'aucune autre source que la spoliation ou le pillage, pas un d'eux n'a pu dresser un seul bataillon à soutenir le feu ; pas un d'eux n'a su gouverner autrement que par les expédients les plus vulgaires de la violence et de la terreur.

Telle est pourtant la situation de l'Italie, que pour secouer même le joug de ses misérables tyrans, elle a paru avoir besoin de l'assistance d'une armée étrangère ! Dans de telles circonstances il serait indigne d'un pays comme le nôtre de montrer de la jalousie contre la mesure que la République française a en vue, et ce d'autant plus qu'il y a un an environ nous eussions plutôt dû nous attendre à la voir prendre le parti des anarchistes et des fanatiques qu'elle va combattre aujourd'hui.

C'est donc un pas immense fait par la cause de l'ordre public que ce premier acte de la politique du président à l'extérieur qui rentre entièrement dans l'esprit des traités existants. Cette intervention pourrait peut-être encore sauver les Etats du roi de Naples de la contagion révolutionnaire et accélérer la réduction de la Sicile ; car après la défaite de Charles-Albert, la chute de son ministère radical, l'insuccès de la révolte de Gènes et la réaction en Toscane, coup hardi du ministère français, nous font espérer que l'Italie ne sera pas plus longtemps déclarée par les mains de ses propres enfants. Nous ne savons si notre pays a pris une part quelconque aux derniers incidents de la lutte, mais comme puissance protestante, nous sommes certains d'avoir été exclus des conférences de Gaète. Toutefois, bien que lord Palmerston ne se soit jamais bien lavé du reproche d'avoir allumé lui-même ce vaste incendie, nous ne serons pas moins pour cela prêts à le féliciter du zèle et de la promptitude qu'il mettra sans doute à l'éteindre.

La conduite de lord Hardwick à Gènes est des plus louables et contraste entièrement avec celle que les officiers anglais ont tenue en mars et septembre derniers à Messine. Somme toute, nous pensons que notre ministre des affaires étrangères verra sans jalousie l'expédition du général Oudinot poursuivre l'accomplissement de son œuvre jusqu'à la ville éternelle ; et ce qu'il y aura de plus instructif encore dans cette page de l'histoire, c'est que la République française a déclaré à la face du monde la guerre aux excès de cette révolution, et

qu'un ministre de la couronne d'Angleterre a pu prendre des leçons de prudence et de modération dans les conseils tenus à l'Élysée-Bourbon.

PARLEMENT PROVINCIAL. ASSEMBLEE LEGISLATIVE

AFFAIRES DE ROUTINES.

Lundi 14 mai.

Les bills suivants sont passés : — Bill pour faciliter la commutation de peine.

Bill pour amender certains actes relatifs à certaines sociétés religieuses.

La considération du Bill de M. Methot pour la construction des vaisseaux a été remise par 36 contre 21.

Pour renvoyer le Bill :

Messieurs Badgley, Baldwin, Beaubien, Bell, Boulton de Norfolk, Boulton de Toronto, Burrit, Cameron de Kent, Christie, Crysler, Dewitt, Flint, Galt, Gogy, Holmes, Johnson, LaFontaine, Lyon, Macdonald de Glenary, Macdonald de Kingston, MacNab, Malloch, McConnell, Merritt, Morrison, Notman, Price, Richards, Robinson, Scott des deux Montagnes, Seymour, Sherwood de Brockville, Sherwood de Toronto, Smith de Frontenac, Thompson, & Wettenhall. — 36.

Contre : Messieurs Armstrong, Cartier, Cauchon, Chabot, Chauveau, Davignon, Drummond, Duchesnay, Fortier, Fournier, Guillet, Laurin, Lemieux, Marquis, McFarland, Methot, Nelson, Polette, Sauvageau, Taché, & Viger. — 21.

Reçu des pétitions des Greffiers de Québec et des héritiers Péroult contre le bill pour proscrire les actions des Greffiers et procureurs.

Ordonné que le bill des oppositions aux mariages soit grossé, ainsi que celui pour donner le droit de poursuivre et défendre in forma pauperis.

M. Chauveau introduit un bill pour faciliter les poursuites contre les sociétés commerciales qui est lu deux fois.

La motion de M. Guy pour savoir aux frais de qui sont payées les publications des adresses à Son Excellence dans la Gazette du Canada, est négative par 44 contre 10.

M. Guy demande une adresse au Gouverneur pour obtenir copie de la commission du solliciteur Général ; négative sans division.

De même de sa motion pour faire nommer un comité pour s'enquérir si des armes ont été distribuées depuis 15 jours à quelque partie de la population de Montréal.

La Chambre s'ajourne.

Mardi 15 mai.

Les bills suivants sont passés : — Bill pour amender la loi du Canada relativement à l'institution des actes mixtes, pour incorporer les Pères Oblats ; pour suppléer à certaines dispositions législatives qui ne sont pas incluses dans certains actes y mentionnés.

Le bill des municipalités du Haut-Canada exposé par 36 contre 14 ; ainsi le bill des poids et mesures du Bas-Canada.

La Chambre se forme en comité sur le bill d'éducation du Bas-Canada, auquel il est fait divers amendements qui seront rapportés demain.

Le bill pour dissiper tout doute à l'égard de l'effet légal d'un acte pour la validité des ventes d'immeubles tenus en franc alleu dans le Bas-Canada, et pour établir une plus grande conformité dans la loi qui concerne la propriété réelle est lu une 2e fois et référé à MM. Drummond, Lafontaine, Badgley, Chabot et Galt.

La Chambre se forme en comité sur le bill de Santé de Québec, rapporté demain.

Le Bill pour faciliter la construction du chemin de fer entre Québec et Halifax est lu une 2e fois et fixé pour demain.

Ordonné que le bill pour lever tous les doutes à l'égard des premières assemblées des conseils municipaux du Bas-Canada soit grossé.

La chambre s'ajourne.

ANNONCES NOUVELLES.

Lyro Canadienne à vendre — ENCANS Vins de Porto, Madère, sucre, etc. etc. — W. D. Dupont.

L'AMI DE LA RELIGION DE LA PATRIE.



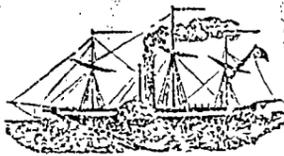
“Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas.”

QUÉBEC, 18 MAI, 1849.

Dépêches Télégraphiques

Transmises pour l'Ami de la Religion.

Arrivée du CANADA.



NOUVELLES D'EUROPE

Jusqu'au 5 mai.

NEW-YORK, 16 mai 2. h. et demie P. M.

Le Canada est arrivé à Halifax, lundi au soir, il est attendu à New-York jeudi au matin.

Marchés de Liverpool, 5 mai. — Coton de qualité moyenne et inférieure en demande. Fleur et Blé, demandes limitées et au prix mentionnés par le dernier steamer. Blé d'Inde, diminution de prix, comme aux dernières dates. Farine de Blé d'Inde 15s par quart. Bœuf en demande, prix fermes : Lard, de l'Est et de l'Ouest, languissant.

Le marché monétaire de Londres, est toujours facile.

Autriche. — On a reçu à Paris la nouvelle officielle de l'intervention de la Russie en Hongrie. Le nombre des Russes mis à la disposition de l'Autriche, est de 50,000. La guerre a pris un caractère grave. Les Autrichiens ont essayé une défaite signalée en Hongrie.

France. — Une rupture a eu lieu entre le Président de la République et Napoléon Bonaparte qui a traité son cousin le Président, de bâtard. Cette insulte a causé beaucoup de récriminations.

Marchés de New-York. — Potasse, \$5, 56 ; perlasse, \$5, 62 ; Fleur, \$4, 25, à \$4, 37 et demie, de Troy et de Waterford, \$4, 31 à \$4, 37 ; mêlée du Michigan \$4, 37, à \$4, 44.

Marchés de Montréal. — 16 mai : Potasse et Perlasse, 29s. Farine 21s. 9d. à 22s. demande limitée ; on détache 23s. 6d. Lard, mess 47s. Prime mess 47s. 6d. Saïndoux, 4d. et demie à 5d. et demie. Change sur Londres 10 par 100. Déhentes du gouvernement, à par 100 d'es-compte, et reçues au pain en paiement d'achats.

CONSEIL LEGISLATIF. 15 Mai.

Les Bills des Pères Oblats, de l'archevêque et Evêque de Québec, des Honoraires des Greffiers des cours du Bas-Canada, sont lus une seconde fois.

Chambre d'Assemblée, le 16. Le Bill pour incorporer le Barreau du Bas-Canada est lu une 3e fois et passé.

Ordonné que le Bill amendant l'acte des Ecoles du Bas-Canada soit grossé.

M. Lafontaine introduit un Bill pour continuer les affaires maintenant pendantes devant les cours de Banqueroute.

M. Drummond introduit un Bill pour amender la loi relativement à la Prérogative et autres fins y mentionnées.

Sur motion de M. Lafontaine, la Chambre se forme en comité général pour considérer l'utilité de pourvoir à la bâtisse d'une cour en la cité de Montréal, et de cours et de prisons à Chicoutimi, Aylmer et Kamouraska, au moyen de taxes imposées sur les procédures judiciaires. La Chambre adopte des Résolutions à ce sujet dont il sera fait rapport vendredi.

Deuxième Dépêche. New-York, 16 Mai, 6 h. P. M.

Plusieurs cas de choléra se sont déclarés dans le 6e arrondissement de cette ville. Quatre ont été mortels. Le bureau de santé s'est assemblé et a nommé un comité pour veiller à la propreté des rues de ce quartier.

Détails additionnels des nouvelles étrangères.

Il n'y a pas de diminution dans les fonds de la Banque d'Angleterre. Le Canada apporte £221,950 pour New-York. La Banque de France montrait une augmentation en espèces de 60,000,000 francs.

Prusse. — Le roi est encore en difficulté avec son parlement et a finalement refusé d'accepter la couronne impériale d'Allemagne. Le 26 avril, la seconde chambre ayant passé quelques résolutions contre l'état de siège de Berlin, a été dissoute par ordonnance royale. Ce coup d'état a causé un grand mécontentement au peuple de Berlin et a été la cause immédiate d'une commotion populaire qui a été réprimée par les troupes après effusion de sang.

Schleswig-Holstein. — La guerre se continue et la paix promise est plus éloignée que jamais.

Rome. — L'arrivée des Français a créé une grande sensation à Rome. On dit que le peuple s'est prononcé en faveur du Pape. Le général Français a annoncé sa mission en termes pacifiques, et on pense que le Pape donnera ou sera forcé d'accorder une amnistie et de faire des réformes. Des semblables conditions seront imposées probablement au grand duc de Toscane. Le bruit court à Paris, le 3 mai, que le gouvernement avait reçu une dépêche télégraphique annonçant l'entrée de l'armée française dans Rome et la fuite du gouvernement républicain ; on ajoutait pleine foi à ce bruit. On disait aussi que les troupes toscanes étaient entrées dans Livourne. Ces nouvelles avaient influé sur les fonds.

Sicile. — Les Siciliens battus sur tous les points se sont soumis au roi de Naples.

Indes. — Les dernières nouvelles confirment le rapport de la victoire de Lord Gough et de la fin de la guerre de Panjab.

France. — Le froid a causé de grands dommages aux muriers dans le sud de la France, ce qui a élevé la soie de 2s. par livre. Le commerce s'améliore.

Angleterre. — Les troubles du continent à influer d'une manière désavantageuse sur les produits des manufactures. On pense que le bill pour rappeler les lois de navigation sera rejeté par la chambre des Lords et que le rejet de cette mesure fera tomber les mesures importantes du ministère et le ministère lui-même. En diverses occasions on a fait allusion d'une manière incidente dans le parlement, aux affaires du Canada mais le ministère a évité avec soin de faire connaître les vues ou l'intention du gouvernement à ce sujet.

Liverpool, 5 mai. — Le marché des céréales a encore éprouvé une baisse par suite de l'aspect favorable des grains en Angleterre. A Markland, vendredi dernier, le blé anglais s'est vendu de 1s. à 2s. par quarter ; le blé étranger éprouve une demande limitée et une baisse semblable a lieu dans le prix de la fleur et de la farine de blé d'Inde. Lard, Prime, de l'Ohio, 23s. à 24s. 6d. Blé d'Inde, en demande et se vend à 31s. à 32s. pour blanc.

New-York, 17 mai. — Fleur. Demande active pour celle de l'Ouest, aux prix d'hier ; \$4, 31 à \$4, 37 pour la bonne qualité. Genessee pure, \$5, 12 1/2 à \$5, 25.

MONTRÉAL, 17 mai 7. h. P. M.

Les navires Albion et Bellona, sont partis hier pour Glasgow. La Comtesse Elgin a donné hier un héritier à Lord Elgin. La mère et l'enfant sont bien.

CHAMBRE D'ASSEMBLEE, 16 mai.

Le Bill de la Compagnie du Canal du Lac Champlain et du St. Laurent, a reçu sa 2e lecture et a été référé à un comité.